

fédération balkanique? Cette solution de la question d'Orient est très nettement prônée dans le livre d'« un Latin » que nous avons déjà cité. L'Italie prépare les voies à l'avenir; elle multiplie les écoles qu'elle confie toutes à ses congrégations religieuses; elle choisit, pour l'envoyer à Constantinople, un ambassadeur qui se fait remarquer par l'ostentation de sa ferveur catholique, et elle profite de la rupture entre la France et le Saint-Siège pour esquisser, avec le Vatican, certaines combinaisons avantageuses. En attendant les occasions d'entrer en scène, l'Italie persiste, a déclaré le 15 mai 1907<sup>1</sup> M. Tittoni, dans sa « politique éminemment désintéressée et pacifique, fondée sur l'intégrité de l'Empire ottoman et sur l'accord complet avec l'Autriche-Hongrie et la Russie et avec toutes les autres puissances signataires du traité de Berlin », et elle appuie, en Macédoine, de toute son influence, le développement des réformes.

La France, en Macédoine, est restée fidèle à ses traditions, à son alliance, à ses amitiés. Nous l'avons vue attentive à ne pas contrarier la politique des deux « puissances de l'entente » dont l'une est son alliée et, en même temps, prompte à saisir l'occasion de travailler, avec l'Angleterre, à assurer aux populations, par des réformes plus efficaces, une condition plus acceptable. M. Constans, avec beaucoup d'à-propos et de bonheur, s'est employé à concilier, sur le terrain pratique des solutions, les intérêts de la Russie et ceux de la Grande-Bretagne. La tradition française, en Orient, a toujours été le maintien de nos bonnes relations avec le Sultan et de l'intégrité de ses États, en y ajoutant, comme une conséquence nécessaire et comme un correctif indispensable, la protection des

1. Tittoni a répété avec insistance les mêmes assurances dans son discours du 4 juin 1908.